

RDC Sondage d'opinion publique

Elections 2018 : Redistribution des rapports de force politique



“

Seul un processus électoral totalement libre, juste et transparent peut résoudre toutes ces crises que nous vivons. C'est pour cela que les Congolais militent pacifiquement, au risque de leur vie, pour réclamer le retour à l'ordre constitutionnel.

”

Docteur Denis Mukwege

Prix Nobel de la Paix 2018

Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'histoire et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au Centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur : www.gecongo.org et www.congoresarchgroup.org

Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERCI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERCI à but non lucratif sont conjointement coordonnés par la fondation BERCI, ASBL.

Crédit Photos d'illustration- Page de garde : Joseph Futa Mbombo (@JoFuta) | Twitter - Twitter #RDC MEETING EN COURS pic.twitter.com/8T8yWoogz2; p.6 : Jean-Pierre Bemba @ Photo: MICHAEL CHOIRS, Muzito @ actualite.cd; Gizenga @ topcongoinfo.com; Moïse Katumba Kasumbala @ Koaci.com; p.7 : Moïse Katumbi @ Getty images; Jean-Pierre Bemba @ Photo: MICHAEL CHOIRS © Scanpix); Félix Tshisekedi @ TV5monde; Eve Bazaiba (@Evebazaiba) | Twitter ; Vital Kamerhe (@VitalKamerhe1) | Twitter; Adolphe Muzito @ Vincent Fournier pour JA; Martin Fayulu @ Photo Mclums; Corneille Nangaa@www.ceni.cd/portraits/corneille-nangaa-yobeluo; Bruno Tshibala@ apr-news-Bruno-Tshibala-prime-Minister-of-the-Democratic-Republic-of-Congo; p.8 : Joseph Kabila Twitter | Barbara Nzimbi @Bnzimbi (courtesy photo); p.11 : Félix Tshisekedi @ TV5monde; Martin Fayulu à Paris en décembre 2015 © Ch. Rigaud - Afrikarabia; Emmanuel Ramazani Shadary @ Photo TV5Monde; p.14 : Drapeau UDPS - undefined; UNC @ <https://sites.google.com/site/uncongo/vital-kamerhe>; Drapeau PPRD - Radio Okapi/Ph. John Bompengo ; Drapeau MLC @ Junior D. Kannah/AFP.

Table des Matières

4

Résultats
Principaux

5

Méthodologie

6

Introduction

9

La légitimité
des élections

10

La course à la
présidentielle

13

La course
aux législatives

15

L'engagement
international

Résultats principaux

Le présent sondage réalisé conjointement par le Bureau d'Etudes, de Recherches, et de Consulting International (BERCI) et le Groupe d'Etudes sur le Congo (GEC) a été effectué les deux premières semaines d'octobre, après la publication le 19 septembre de la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle prévue pour le 23 décembre 2018, et à la suite du meeting de l'opposition qui s'est tenu à Kinshasa le 29 septembre dernier. Le résumé des résultats présenté ci-dessous fait ressortir les constats suivants :

- **Une stagnation de la cote de confiance de la Commission Électorale Nationale et Indépendante (CENI) et une érosion de la cote de popularité du président de la CENI, Corneille Nangaa.** Comme lors de nos précédents sondages, la grande majorité des répondants (64%) ne fait pas confiance à la CENI pour organiser des élections libres et transparentes. La cote de mauvaise opinion du président Corneille Nangaa a quasi doublé en deux ans, en passant de 38% à mi- 2016 à 74% en octobre 2018. Par ailleurs, 64% des répondants ne font pas confiance aux Cours et Tribunaux pour trancher les contentieux électoraux ; 66% ne sont pas favorables à un report des élections, ainsi qu'à l'utilisation de la machine à voter (70%). Mais, 66% d'entre-eux sont favorables à la révision du fichier électoral et à la révision de la loi sur la répartition des sièges. Plus de moitié (57%) des répondants se disent prêts à participer à une manifestation si les élections sont truquées ou retardées.
- **La publication par la CENI de la liste officielle des 21 candidats retenus pour les élections présidentielles le 19 septembre 2018, a bouleversé la scène politique congolaise.** Avec l'invalidation des candidatures de Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi, c'est Felix Tshisekedi qui arrive en tête des intentions de vote avec 36%, suivi de Vital Kamerhe (17%), d'Emmanuel Ramazani Shadary (16%), de Martin Fayulu (8%), et de Freddy Matungulu (5%).
- **Une large majorité des personnes interrogées désapprouve l'invalidation de Jean-Pierre Bemba (76%) et d'Adolphe Muzito (71%) et l'exclusion de Moïse Katumbi (82%).** Mais les répondants semblent divisés sur l'exclusion du patriarche Gizenga (44% d'approbation contre 48% de désapprobation).
- **L'Union pour la Démocratie et Progrès Social (UDPS) de Félix Tshisekedi se renforce au niveau national et reste en tête de liste avec 26% des intentions de votes pour les législatives :** une progression de 6% par rapport à juillet dernier. L'UNC arrive en deuxième position avec 13%, suivi du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) avec 10%, du MLC avec 8%, de l'ECiDé avec 5% et du Palu avec 3%. Le MLC perd près de 10% des intentions de vote en trois mois. Un sondage national est, toutefois, un moyen imparfait d'estimer les intentions de votes.
- **L'exclusion de Katumbi et l'invalidation de la candidature de Bemba, permettent à Félix Tshisekedi de remporter la mise dans l'ancienne province l'Equateur et au Katanga.** Tshisekedi enregistre 29% des intentions de vote pour la présidentielle (contre 62% pour Bemba en juillet dernier) à l'Equateur et 48% dans l'ancienne province du Katanga. Martin Fayulu quant à lui émerge comme le candidat favori dans l'ancienne province du Bandundu avec 30% d'intentions de vote (contre 22% pour Muzito en juillet dernier).
- **A l'Est du pays, Vital Kamerhe enregistre 55% des intentions de vote et progresse de 22 % au Sud Kivu par rapport à juillet et prend aussi la tête de la province du Nord Kivu avec 53%.** Une place occupée par Katumbi en juillet dernier. Il supplante également Kabila dans la province Orientale avec 22% des intentions de vote.
- **Comme en juillet dernier, 70% des répondants seraient favorables à une candidature unique de l'opposition pour l'élection présidentielle, une progression de 13%.** Félix Tshisekedi (44%) ou Vital Kamerhe (22%) sont plébiscités pour ce poste.
- **Peu de soutien pour le dauphin de Kabila.** Cinquante-sept pour cent des personnes interrogées n'approuvent pas la désignation d'Emmanuel Ramazani Shadary comme dauphin.
- **Soixante-six pour cent des répondants pensent que l'Union Européenne (EU) joue un rôle positif au Congo.** Et ce, en dépit des différentes initiatives menées par le gouvernement congolais pour l'annulation des sanctions de l'UE à l'encontre de 16 personnalités congolaises, dont le dauphin Shadary.

Méthodologie

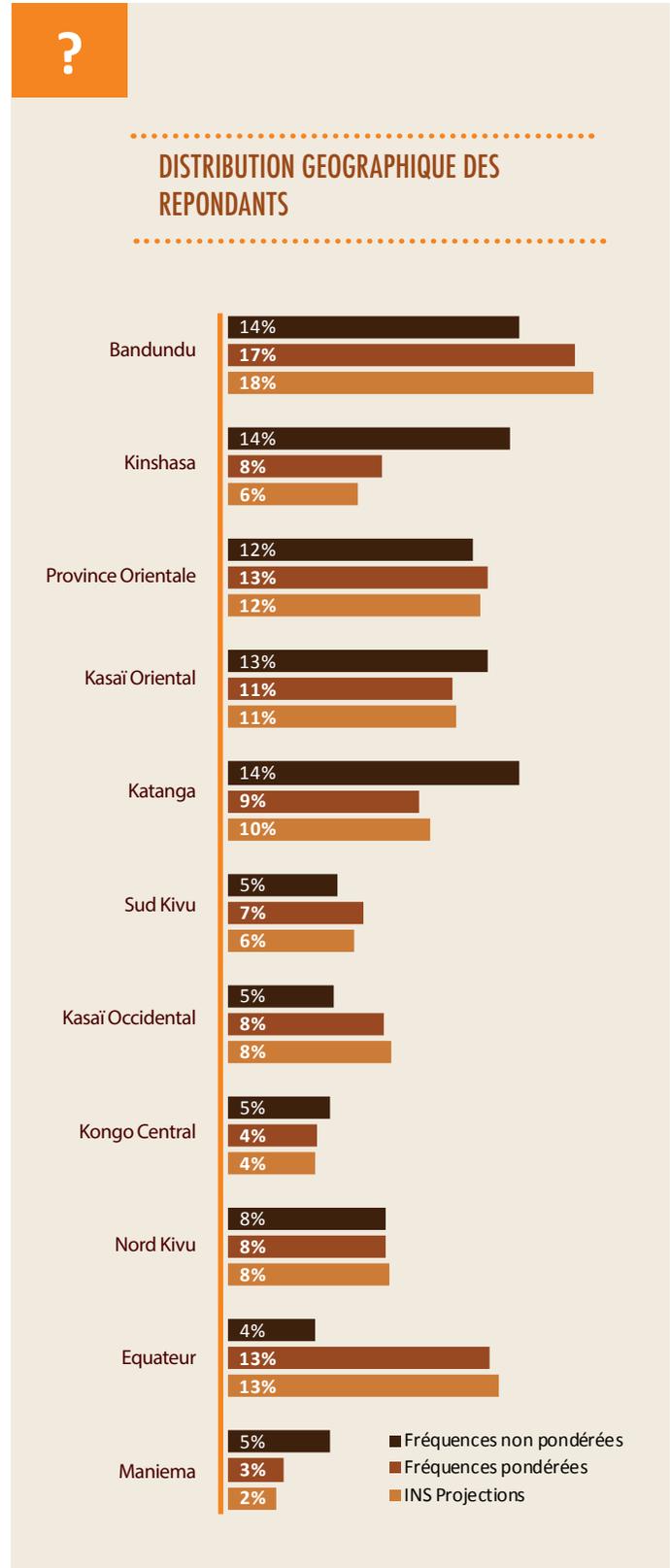
Ce sondage est la cinquième enquête d'opinion menée conjointement par le Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International (BERCI) et le Groupe d'Étude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York. Il a été réalisé du 29 septembre au 15 octobre 2018, auprès de 1179 personnes âgées de 18 ans et plus, réparties dans les 26 provinces du pays. Les interviews ont été enregistrées sur des tablettes électroniques à l'aide de l'Open Data Kit (ODK).

La marge d'erreur du sondage était de +/- 3% et le taux de réponse de 59%.

Les répondants ont été recrutés à partir d'une liste de 2000 numéros de téléphone cellulaire obtenus lors du sondage de BERCI/GEC de 2016 réalisé au domicile des répondants, à l'échelle nationale dans plus de 400 sites d'enquête urbains et ruraux. La base de données des interviews à domicile a fourni des renseignements sur la répartition géographique et les caractéristiques socio-économiques des répondants : leur classe sociale, leur niveau d'instruction, leur lieu de résidence et leur âge, ainsi que leurs coordonnées GPS. Les interviews ont été téléchargées directement sur un serveur hébergé à distance par site web Ona.io, accessible à tous les partenaires en temps réel.

L'analyse des données se base, essentiellement, sur les données pondérées, afin de faciliter la comparaison avec les autres sondages Berci/GEC. Les données ont été pondérées en fonction du sexe, de l'âge et de la localisation géographique des répondants afin que la distribution de ces variables corresponde aux données démographiques de l'Institut National de la Statistique (INS) de la RDC. Les analyses provinciales se sont faites en général sur base des 11 provinces qui existaient avant 2015 car la taille de l'échantillon ne permettait pas d'obtenir une grande précision au niveau des 26 provinces. Les pourcentages ont été arrondis au chiffre près, ce qui pourrait, une fois additionnés, totaliser parfois plus ou parfois moins de 100%.

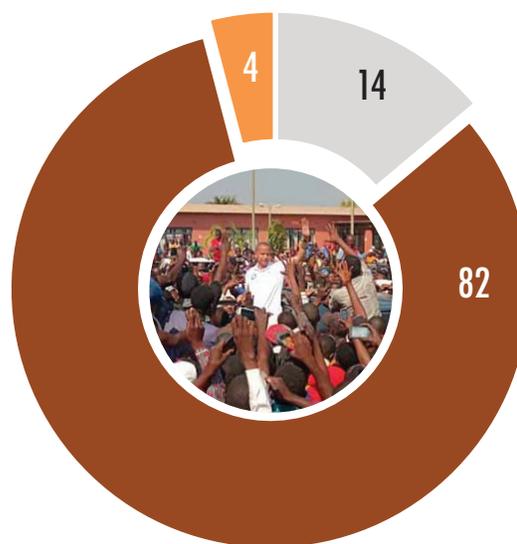
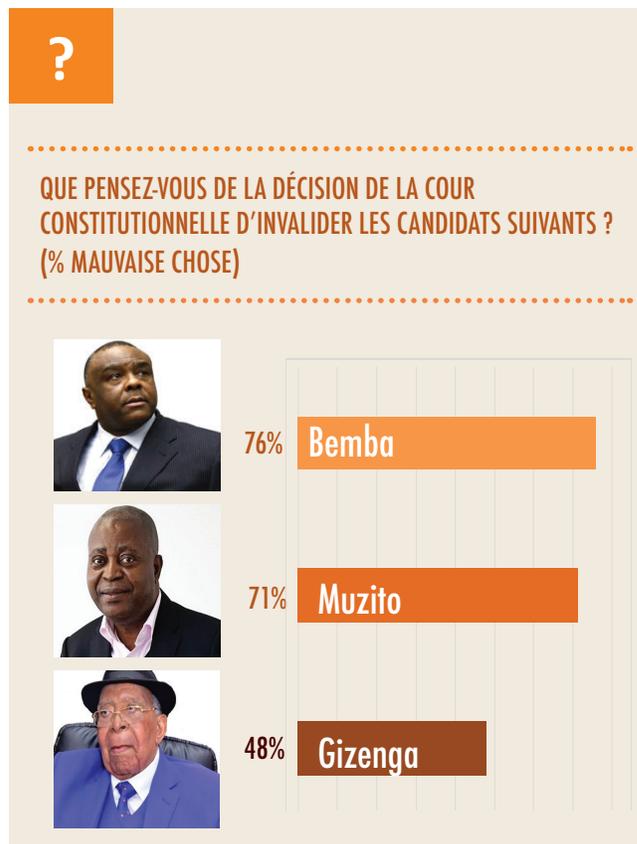
Les enquêteurs ont été supervisés étroitement afin de détecter ceux qui se sont précipités de terminer l'interview en deçà de la durée impartie, avaient tendance à sauter des questions, ainsi que d'autres indicateurs de qualité. Un contrôle final a été effectué pour supprimer les enregistrements incomplets et les doublons.



Introduction

Les trois mois qui ont précédé la réalisation de ce sondage ont été marqués par une série d'événements politiques très importants pour l'avenir du Congo : le dépôt et la validation des candidatures pour les élections présidentielles et législatives, et l'ouverture timide de l'espace politique. Le 8 août, la quasi-totalité des aspirants présidentiels avait déposé leur candidature à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), y compris le dauphin de la dernière heure de Kabila : Emmanuel Ramazani Shadary. Le grand absent fut Moïse Katumbi Chapwe, bloqué par les autorités congolaises du côté zambien du poste-frontière de Kasumbalesa, deux jours avant la date limite des dépôts des candidatures. Parmi les 25 candidatures déposées, 19 ont été retenues par la CENI, six étant jugées irrecevables, celles de : Jean-Pierre Bemba, Marie-Josée Ifoku Mputu (la seule femme postulante), Jean-Paul Moka Ngolo Mpati et trois anciens Premiers ministres : Adolphe Muzito, Antoine Gizenga et Samy Badibanga. Tous les six introduisirent un recours à la Cour constitutionnelle, mais seules deux de ces requêtes seront validées par la Cour en septembre dernier: celles de Marie-Josée Ifoku et de Sami Bandibanga. Le 19 septembre 2018, la CENI publia, donc, conformément à la loi électorale, la liste officielle des 21 candidatures retenues pour l'élection présidentielle. Dix jours plus tard, le 29 septembre, les leaders de l'opposition organisèrent l'un des premiers meetings publics autorisés par les pouvoirs publics depuis l'interdiction de manifester de septembre 2016.

Les résultats du sondage indiquent qu'une large majorité des répondants désapprouvent l'invalidation de Jean-Pierre Bemba (76%) et d'Adolphe Muzito (74%). Mais, ils semblent divisés sur l'exclusion du patriarche Gizenga (44% d'approbation contre 48% de désapprobation). En ce qui concerne, Moïse Katumbi, 82% des répondants désapprouvent, la décision des autorités congolaises de ne pas l'autoriser à traverser la frontière pour déposer sa candidature. Cependant, Katumbi et Bemba demeurent les personnalités politiques les plus populaires avec respectivement 80% et 77%, suivis de Félix Tshisekedi (76%), Ève Bazaïba (75%), Vital Kamerhe (72%), Adolphe Muzito (67%) et Martin Fayulu (67%). Il n'est guère surprenant dès lors de constater que 73% d'entre eux ont « fortement ou moyennement » soutenu le meeting de l'opposition qui s'est tenu à Kinshasa le 29 septembre 2018.



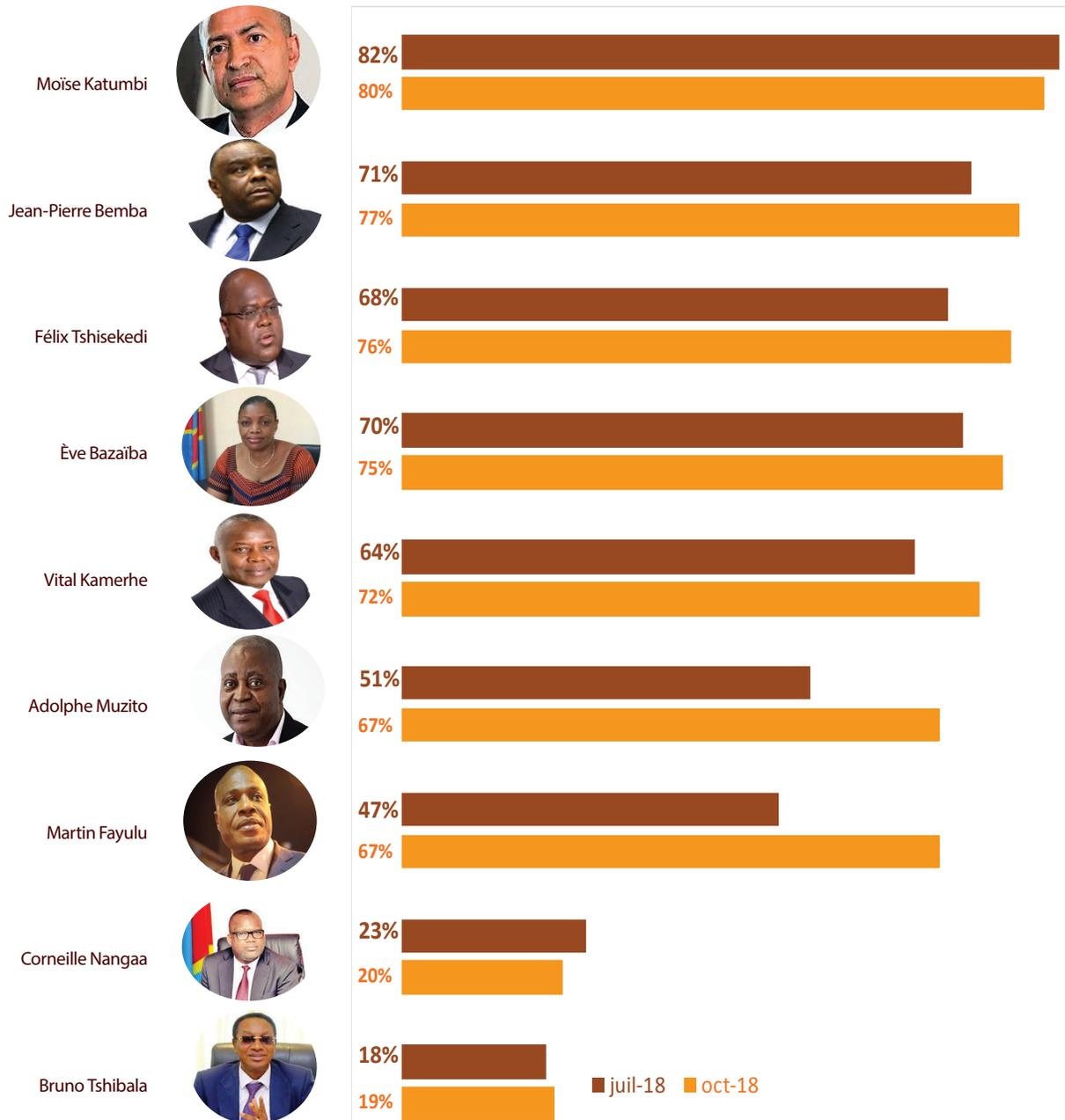
■ % des répondants qui pensent qu'empêcher Moïse Katumbi de traverser la frontière était une bonne chose

■ % des répondants qui pensent qu'empêcher Moïse Katumbi de traverser la frontière était une mauvaise chose

■ % Ne sait pas ou refus de répondre

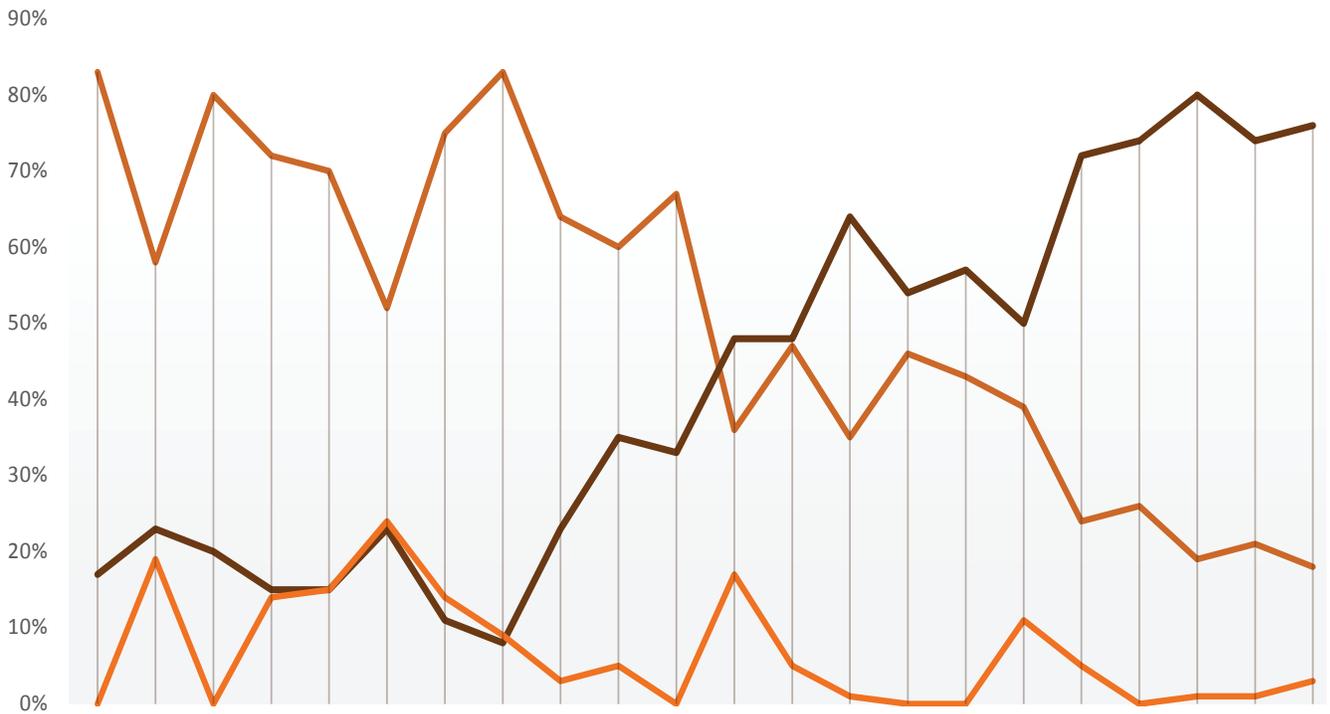


QUELLE EST VOTRE OPINION DES PERSONNALITÉS POLITIQUES SUIVANTES ? (% BONNE OPINION)





AVEZ-VOUS UNE BONNE OU MAUVAISE OPINION DU PRÉSIDENT JOSEPH KABILA ?¹



	Juillet 2001	Oct. 2001	Nov. 2001	Jan. 2002	Avril 2002	Fév. 2002	Juillet 2003*	Oct. 2003**	Oct. 2007*	Avril 2009	Juin 2010	Sept. 2011	Sept. 2014	Jan. 2015	Mars 2015	Fév. 2016	Mai 2016*	Fév. 2017*	Août 2017	Fév. 2018	Juillet 2018	Oct. 2018
Bonne opinion	83%	58%	80%	72%	70%	52%	75%	83%	64%	60%	67%	36%	47%	35%	46%	43%	39%	24%	26%	19%	21%	18%
Mauvaise opinion	17%	23%	20%	15%	15%	23%	11%	8%	23%	35%	33%	48%	48%	64%	54%	57%	50%	72%	74%	80%	74%	76%
Ne sait pas	0%	19%	0%	14%	15%	24%	14%	9%	3%	5%	0%	17%	5%	1%	0%	0%	11%	5%	0%	1%	1%	3%

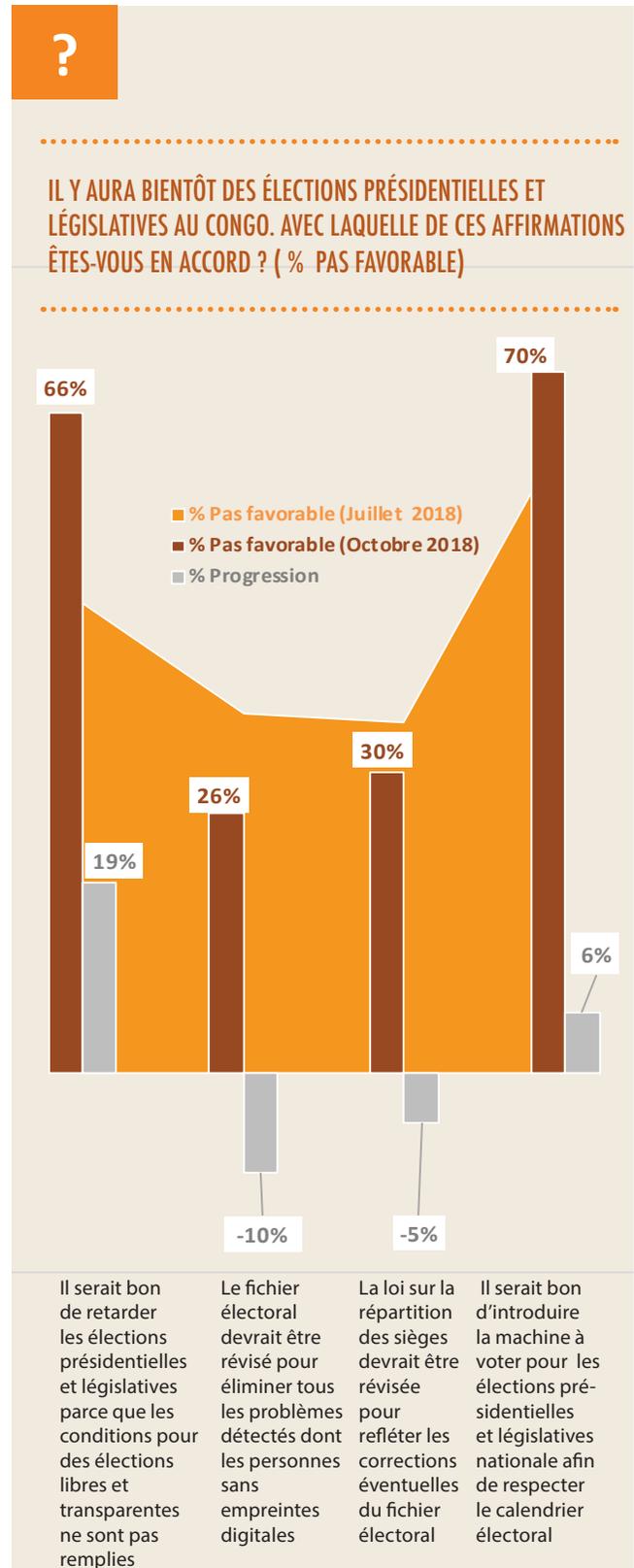
1. (*) Sondage national; (**) Sondage réalisé dans les capitales des 11 provinces, tous les autres sondages étant réalisés à Kinshasa. En mi-2016 la question posée était: «Soutenez-vous fortement, moyennement, ou pas du tout, la manière dont le Président Kabila gère son travail en tant que Président de la République? – “Fortement” et “moyennement” sont considérés comme « bonne opinion » et « pas du tout » est considéré comme « mauvaise opinion ».

La Légitimité des élections

Les résultats indiquent une stagnation de la cote de confiance de la CENI et une érosion de la cote de popularité de son président Corneille Nangaa. Comme précédemment, une majorité des répondants (64%) ne fait pas confiance à la CENI pour organiser des élections libres et transparentes, comparé à 62% en juillet dernier. Cependant, la cote de "mauvaise opinion" du président Corneille Nangaa a quasi doublé en deux ans, passant de 38% à mi- 2016 à 74% en octobre 2018. Tout comme il y a trois mois, 64% des personnes interrogées ne font pas confiance aux cours et tribunaux pour trancher les contentieux électoraux, une progression de seulement 2% comparée à juillet dernier ; 66% des répondants ne sont pas favorables à un report des élections pour les rendre plus crédibles et transparentes, une progression de 9% ; 66% des répondants ne sont pas favorables à un report des élections pour les rendre plus crédibles et transparentes, une progression de 9% ; 66% ne sont pas favorables à la révision du fichier électoral pour éliminer les irrégularités, une progression 14%. Par contre, 61% des répondants se déclarent favorables à la révision de la répartition des sièges pour refléter les corrections éventuelles de la loi électorale, une progression de 7%, tandis que 70% ne sont pas favorables à l'utilisation de la machine à voter, une progression de 4%.

Possibilité de troubles de l'ordre public

Les répondants se disent prêts majoritairement (56%) à participer à une manifestation si les élections sont truquées ou retardées, une progression de 17% par rapport à juillet dernier. Ceux d'entre eux qui déclaraient que "si le candidat de la majorité présidentielle gagne les élections, ils n'en accepteront pas les résultats", progresse également de 12%, passant de 45% à 57% en trois mois. De même, le pourcentage des répondants qui accepteraient les résultats "si les élections présidentielles étaient gagnées par un candidat de l'opposition" se stabilisent à 79% (par rapport à 77% en juillet dernier). Le contexte sécuritaire renforce ces tensions : 57% des répondants estiment que la sécurité des biens et des personnes s'est dégradée ces deux dernières années, une progression de 22%. Finalement, 60% des répondants se déclarent pessimistes pour l'avenir du pays pour les 5 prochaines années, une progression de 23%. Les répondants sont également de plus en plus pessimistes par rapport à leur avenir personnel (43%), une progression de 14%, tout en demeurant relativement confiants dans leur avenir (51% d'optimistes).



La course à la Présidence

Redistribution des rapports de force politique

Dans la course à la présidentielle, la publication par la CENI de la liste officielle des 21 candidats retenus sur 25 candidatures pour les élections présidentielles, déposées le 19 septembre dernier, semble avoir bouleversée la scène politique congolaise. Avec les invalidations des candidatures de Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi, c'est Félix Tshisekedi qui arrive en tête des intentions de vote avec 36%, suivi de Vital Kamerhe (17%), d'Emmanuel Shadary (16%), de Martin Fayulu (8%), et de Freddy Matungulu (5%). Si les candidats issus de l'opposition sont encore et toujours beaucoup plus populaires que ceux issus de la coalition au pouvoir, la donne a considérablement changé au profit principalement de Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe.

A l'Ouest du pays, Tshisekedi est le grand gagnant, mais Fayulu fait une percée significative dans l'ancienne province du Bandundu. L'exclusion de Katumbi et l'invalidation de la candidature de Bemba permettent à Félix Tshisekedi de remporter la mise dans l'ancienne province l'Equateur avec un score de 29% (contre 62% des intentions de vote pour Bemba en juillet dernier). Par ailleurs, les invalidations de Muzito et de Gizenga permettent au candidat Martin Fayulu d'émerger comme le favori pour la présidentielle dans l'ex-province du Bandundu avec 30% des intentions de vote (contre 22% pour Muzito en juillet dernier).

A l'Est du pays, Vital Kamerhe consolide sa position auprès des électeurs du Nord Kivu, du Sud Kivu et de la Province Orientale. Au Sud Kivu, Vital Kamerhe enregistre un score de 55% et progresse de 22% par rapport à juillet dernier. Il prend également la tête de la province du Nord Kivu avec 53%, une place occupée par Moïse Katumbi en juillet (avec 38%). Dans la province Orientale, Kamerhe supplante Kabila avec 22% des intentions de vote, un score toutefois inférieur à celui de 37% enregistré en juillet dernier par le Président sortant.

Au Sud-Est, Félix Tshisekedi, allié de Katumbi, et son parti prennent la tête de l'ancienne province du Katanga. Il enregistre un score de 48% des intentions de vote et remplace Moïse Katumbi à la tête de cette province qui en récoltait 57% en juillet.

Soutien pour une candidature unique de l'opposition

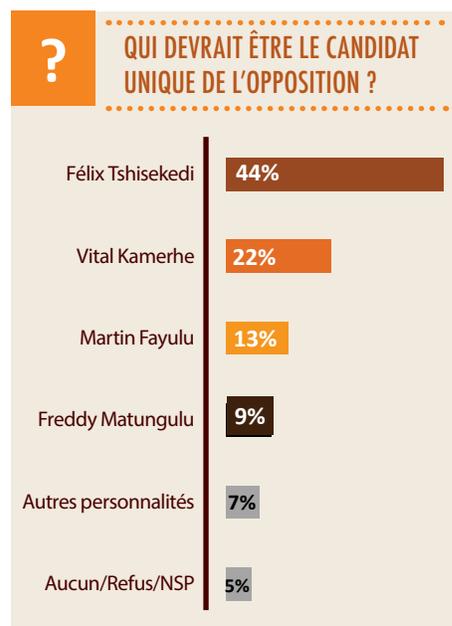
Soixante-dix pour cent des répondants seraient favorables à une candidature unique de l'opposition pour la présidentielle, une progrès de 13% par rapport à juillet dernier.

Félix Tshisekedi (44%) ou Vital Kamerhe (22%) sont plébiscités pour le poste de candidat unique. Les candidats Freddy Matungulu et Martin Fayulu arrivent, en troisième et quatrième position avec un score de 13% et 9% respectivement.

Peu de soutien pour le pouvoir et son dauphin

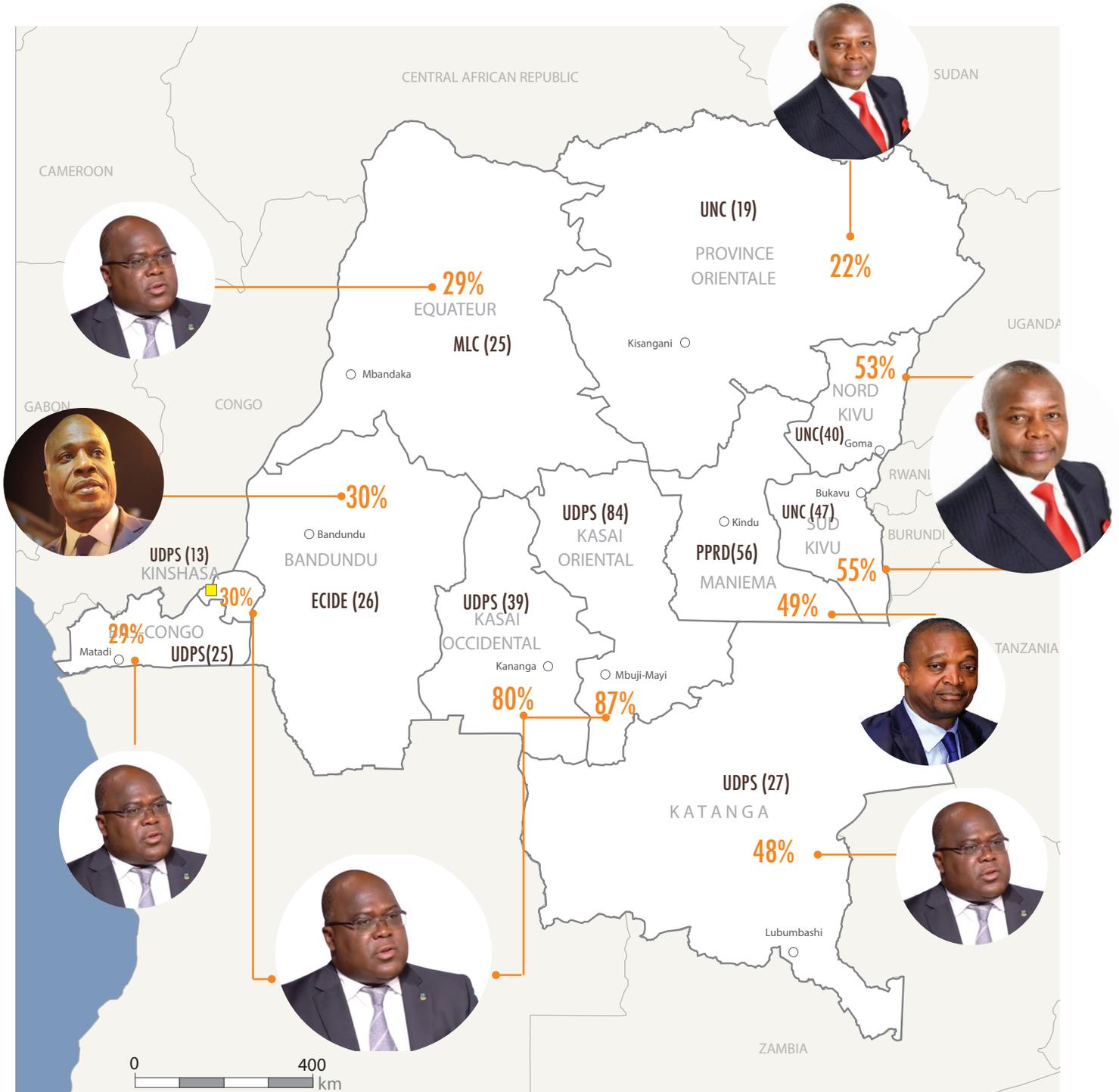
Une population pro-opposition et anti-pouvoir. Les résultats indiquent que 76% des répondants ont une « bonne » opinion de l'opposition, tandis que seulement 28% ont une opinion favorable du Front Commun pour le Congo (FCC), la coalition politique récemment constituée par la majorité au pouvoir dont Joseph Kabila est l'autorité morale.

La cote de popularité du Président Joseph Kabila reste très basse avec 18% de « bonne » opinion et la majorité des répondants désapprouvent la désignation du dauphin. Ils étaient 21% à avoir une perception positive du Président sortant en juillet dernier. Et ils sont 57% à ne pas approuver la désignation d'Emmanuel Shadary comme dauphin. Mais, Shadary réussit à rassembler l'ensemble des votes pro-Kabila avec 16% des intentions de vote.



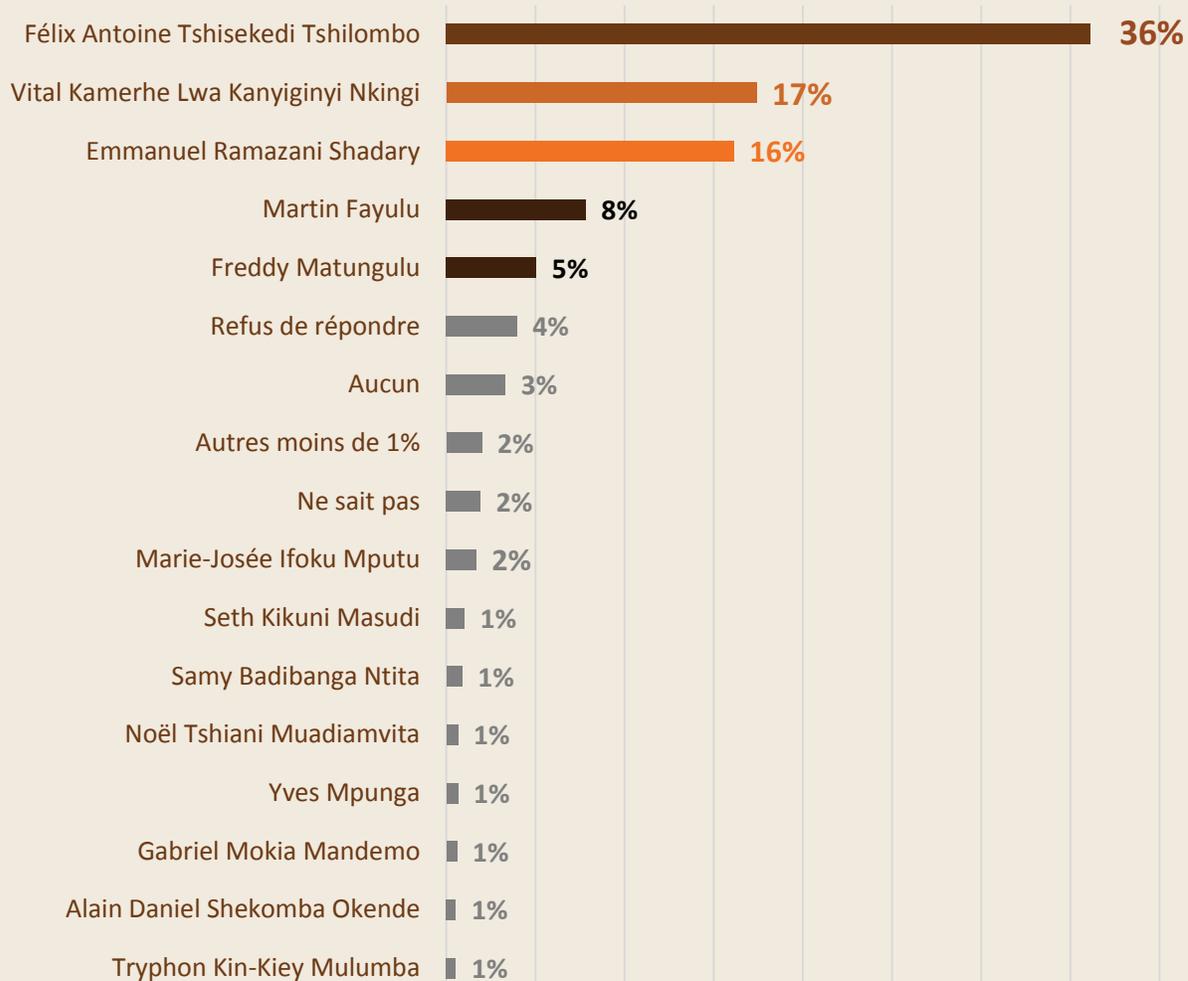


CANDIDATS ET PARTIS POLITIQUES PRÉFÉRÉS DANS LES 11 ANCIENNE PROVINCES (%) ?



?

SI LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AVAIENT LIEU DIMANCHE PROCHAIN POUR QUI VOTERIEZ-VOUS ?



La course aux Législatives

Le sort des partis lié au sort de leur dirigeant

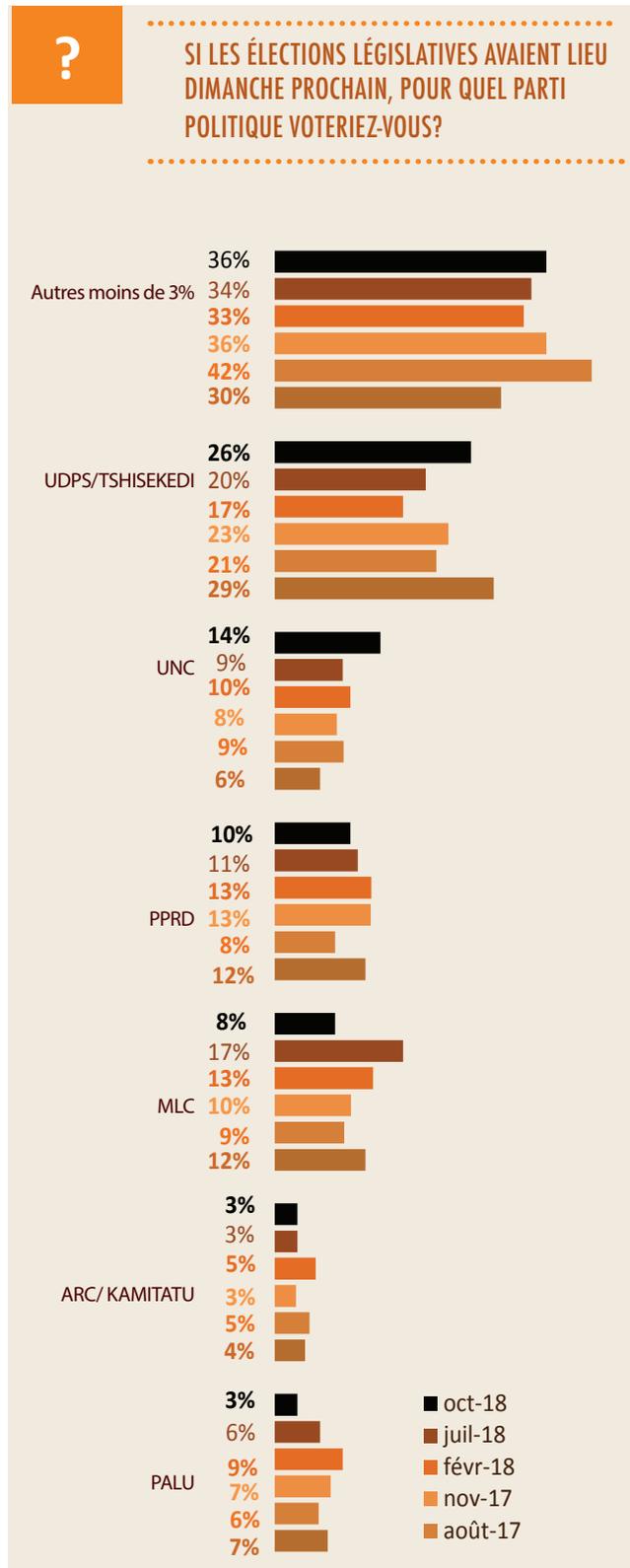
Les résultats du sondage indiquent que l'UDPS se renforce et reste en tête des intentions de vote au niveau législatives. L'UDPS obtient 26% des votes préférentiels (une progression de 6% par rapport à juillet dernier), suivi de l'Union Congolaise pour la Nation (UNC) avec 13%, du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) avec 10%, du Mouvement pour la libération du Congo (MLC) avec 8%, de parti Engagement pour la Citoyenneté et le Développement (ECiDé) avec 5% et du Parti Lumumbiste Unifié (Palu) avec 3%. En conclusion, au niveau provincial :

- L'UDPS de Tshisekedi consolide sa position de leader de l'opposition et progresse de 5% dans l'ancienne province du Katanga, passant de 22% à 27% en trois mois;
- UNC de Kamerhe progresse également, passant de 31% à 40% au Nord Kivu et de 30% à 47% au Sud Kivu ;
- L'ECiDé de Fayulu émerge comme une force politique importante en dépassant le Palu, avec 26% des intentions de vote ; une avance de 2%, mais une différence qui n'est pas statistiquement significative. *Pour rappel, le Palu enregistrait 32% des intentions de vote en juillet dernier ;*
- Le MLC de Bemba perd également du terrain en trois mois, un recul de 9 %.

Il faut toutefois souligner que le sondage s'est effectué au niveau national, ce qui ne reflète pas les dynamiques de vote au niveau des circonscriptions législatives.

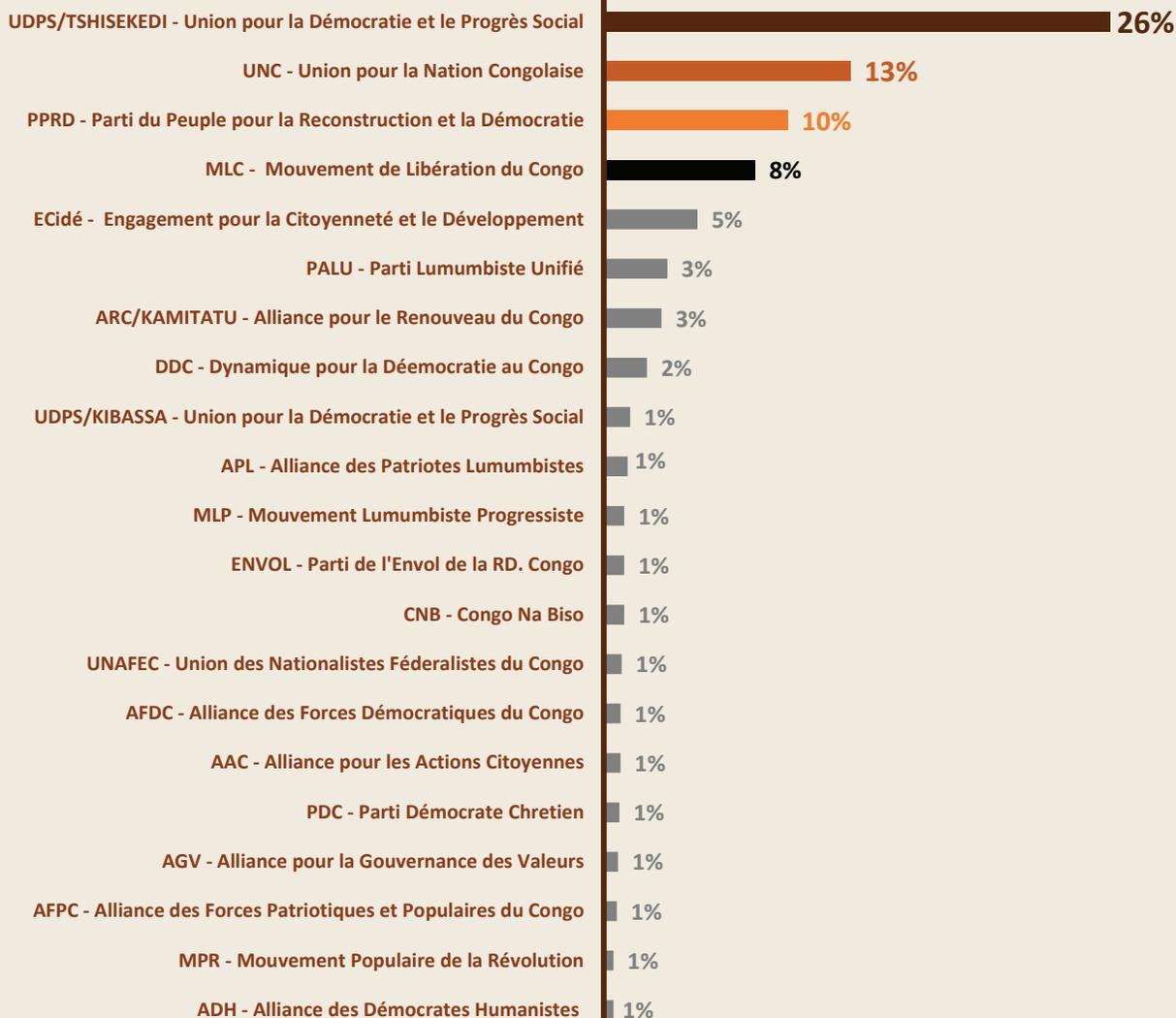
Les grands perdants

Les grands perdants de cette redistribution des cartes sont le MLC qui perd près de 10% des intentions de vote au niveau national et plus de la moitié au niveau provincial par rapport à juillet dernier et le Palu. Le MLC, reste, le parti le plus populaire avec 25% dans l'ex-province De l'Equateur – il avait 59% en juillet dernier. Le recul du parti pourrait s'expliquer par le désenchantement de la population qui après avoir été enthousiasmée par la libération en juin dernier de Bemba, a été déçue par son invalidation et se rabat sur le « wagon de tête » de ces élections : l'UDPS. Pour le Palu, les luttes de succession autour du leader nonagénaire peuvent expliquer la chute des intentions de vote.



?

SI LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AVAIENT LIEU DIMANCHE PROCHAIN POUR QUI VOTERIEZ-VOUS ?
(PARTIS AYANT ATTEINT LE SEUIL DE 1% AU NIVEAU NATIONAL)



L'engagement international

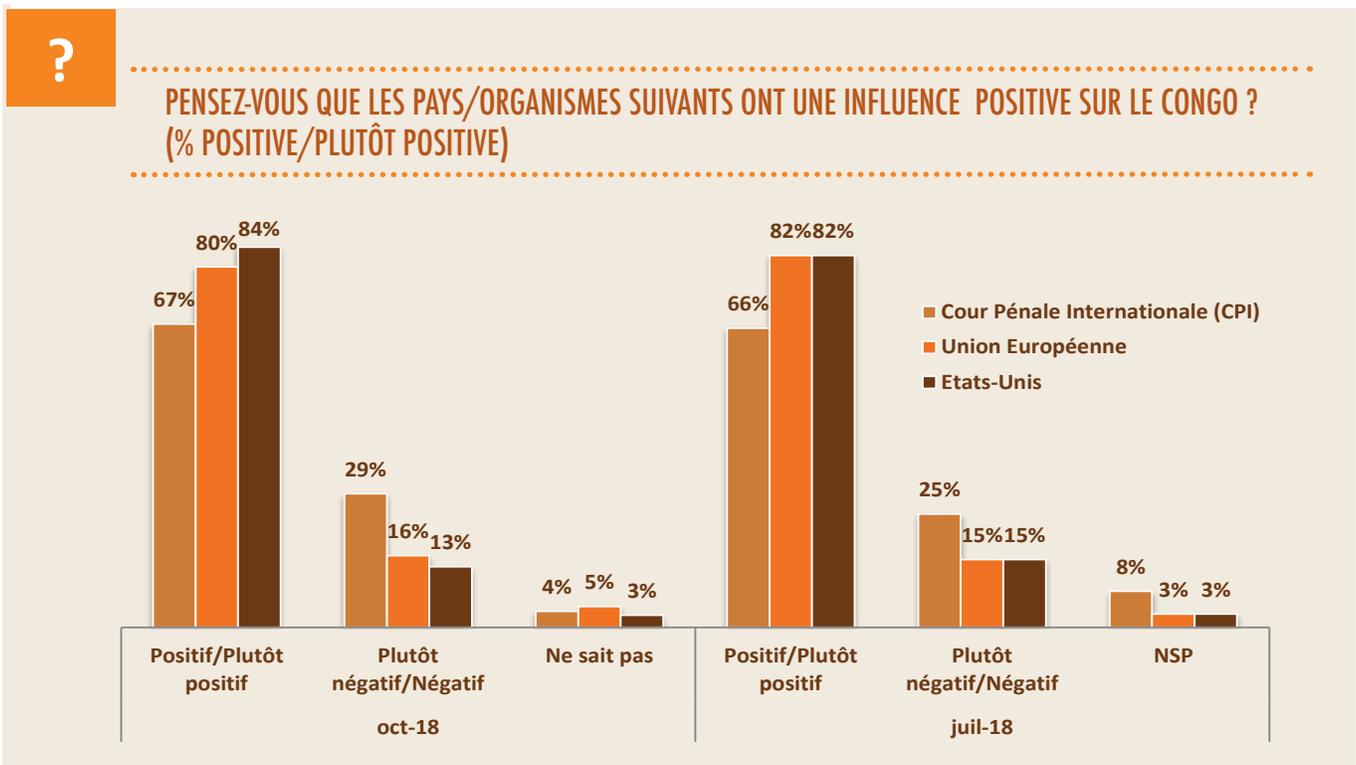
Sanctions de l'Union Européenne

Malgré les sanctions à l'encontre de 16 personnalités politiques congolaises proches du pouvoir, l'Union Européenne (UE) est toujours perçue comme une institution ayant un rôle positif. Nos résultats indiquent qu'en dépit des différentes initiatives (lettres, recours, nombreuses explications documentées, campagnes médiatiques, procédures juridiques, etc...) menées pour la levée de ces sanctions pour une partie des personnalités politiques concernées (dont le dauphin Emmanuel Shadary), 66% des personnes interrogées continuent à penser que l'Union Européenne joue un rôle positif au Congo, presque le même pourcentage qu'en juillet dernier.

Pour rappel, le sondage de novembre 2017 indiquait que 68% des répondants soutenaient les sanctions de l'Union Européenne. Les sanctions avaient été adoptées le 12 décembre 2016 et le 29 mai 2017 en réponse "aux entraves à une sortie de crise consensuelle". Elles comportaient principalement un gel des avoirs en Europe et une interdiction de visa pour l'UE.

Retrait de la CPI : Menace ou effet d'annonce ?

La cote de « bonnes opinions » de la Cour Pénale Internationale (CPI) se stabilise, malgré les menaces de désengagement du gouvernement congolais suite à l'affaire Bemba. A travers un communiqué publié le 15 septembre 2018 par le Ministère des affaires étrangères, deux jours avant la détermination de la peine de Jean-Pierre Bemba et de ses co-accusés pour subordination de témoins par la CPI, le gouvernement menace de quitter la Cour en fustigeant les « pressions de certains gouvernements sur les juges de la CPI » qui pourraient éventuellement impacter le processus électoral en cours—allusions faites principalement aux États-Unis, selon la presse locale. Le gouvernement fustigeait également en septembre dernier, les *ingérences* étrangères pour un nouveau dialogue politique. Cependant la majorité des personnes interrogées (60%) ont une *bonne opinion* de la CPI, et 67% considèrent que celle-ci joue un rôle positif au Congo, une progression de 3% par rapport à juillet dernier. Par ailleurs, 84% des répondants pensent que les Etats- Unis jouent également un rôle positif au Congo, et 69% d'entre eux ne sont pas favorables à un nouveau dialogue politique.





Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en BERCI. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERCI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERCI à but non lucratif sont coordonnés conjointement par la fondation BERCI ASBL.

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'histoire et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur :
www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org

**Bureau d'Études de Recherche et
de Consulting International**
480, avenue Kasāï, Kinshasa
Kinshasa, Commune de la Gombe
République Démocratique du
Congo

Center on International Cooperation
726 Broadway, Suite 543 New York,
NY 10003
www.cic.nyu.edu
 @GEC_CRG
www.congoresearchgroup.org